



## **Compte rendu du Conseil Municipal du 10 décembre 2015 à 18 h 30, réuni sous la présidence de Monsieur Éric PENSO, Maire.**

**Etaient Présents :** Éric PENSO - France GABORIT - Thierry VINDOLET – Bernadette BRISARD - Gilles CHRETIEN - Séverine TEILHARD-RIOLA - Thierry NOEL - Servane BESSOLES - Yves FANJAUD - Brigitte MIAS - Guillaume BUREL - Monique BARON - Gilles DUTAU -Gabrielle CROUZIL - Guy MARTRE - Christine DAVY - Simon UGUEN - Marjolaine AVENTURIER - Julien BASCOUL - Anne VINCENT-FAGOT - Guy FILLET – Bernard DUVIC - Marie-Noëlle SIBIEUDE - Cécile PAGES - Philippe FOULON.

**Etaient Représentés :** Vincent MEYNIER représenté par Gilles DUTAU  
Vanessa DEDIEU représentée par Eric PENSO  
Michel CHASTAING représenté par Bernard DUVIC (jusqu'à l'affaire 04)  
Anne VINCENT-FAGOT représentée par Marjolaine AVENTURIER (à partir de l'affaire 11)

**Etaient Absents :-** Faouzia DAHMANE

**Nombre de conseillers :**

- En exercice : 29

- Présents : 25 (26 à partir de l'affaire 04) – (25 à partir de l'affaire 11)

- Votants : 28

Monsieur le Maire ouvre la séance et constate que le quorum est atteint.

Madame Séverine TEILHARD-RIOLA est nommée secrétaire de séance.

L'Ordre du Jour est adopté à l'unanimité

### **00 – AFFAIRES GENERALES - Approbation du Procès-Verbal de la séance du Conseil Municipal du 20 novembre 2015**

Le Procès-Verbal de la séance du Conseil Municipal du 20 novembre 2015 est adopté à l'unanimité.

### **01 – AFFAIRES GENERALES - Application de l'article L 2122-23 du Code général des Collectivités Locales**

Monsieur le Maire informe le conseil municipal des décisions qu'il a prises, par délégation du Conseil Municipal, depuis la séance du 20 novembre 2015 et qui sont les suivantes :

- **Décision n° 2015-037 du 23 novembre 2015** : conclusion d'un marché de travaux de réhabilitation du terrain stabilisé du complexe sportif Hélios GUIJARRO avec le groupement d'entreprise MEDITERRANEE ENVIRONNEMENT domicilié à OLLIOULES (83 190) et PEPINIERE SPORT ET PAYSAGE domicilié à FRONTIGNAN (34110) pour un montant global de 474 351.50 € HT
- **Décision n° 2015-038 du 24 novembre 2015** : conclusion d'un marché de services avec l'entreprise GAXIEU domiciliée à BEZIERS pour la maîtrise d'œuvre des travaux de voirie, réseaux divers et hydraulique de la rue des Moulières, d'un montant de 11 977 €HT.
- **Décision n° 2015-039 du 24 novembre 2015** : conclusion d'un contrat de location du logement communal n° 206 de la résidence les pins, sis 570 rue du romarin, avec madame Anaïs KANG, à compter du 25 novembre 2015, pour un montant de 370 € mensuel, charges comprises.

- **Décision n° 2015-040 du 30 novembre 2015** : conclusion d'un marché de services de maintenance de l'éclairage public et de la signalisation tricolore avec l'entreprise SOTEM, domiciliée à Saint Jean de Védas, d'un montant annuel de 36 756 € HT, d'une durée de un an, renouvelable trois fois.
- **Décision n° 2015-041 du 7 décembre 2015** : conclusion d'un contrat de maintenance du logiciel Elections « SUFFRAGES » avec la société LOGITUD, domiciliée à MULHOUSE, d'une durée de 3 ans maximum, d'un montant annuel de 388.96 € HT.
- **Décision n° 2015-042 du 7 décembre 2015** : conclusion d'un contrat de maintenance relatif aux équipements portant sur le contrôle d'accès des bâtiments communaux suivants : complexe sportif et culturel, espace culture Jean PENSO, gymnase du collège avec la société SYNEL, domiciliée à LES ULIS, d'une durée de 1 an et d'un montant annuel de 1 515.24 € HT.
- **Décision n° 2015-043 du 8 décembre 2015** : conclusion d'un contrat d'assurance des risques statutaires avec le cabinet d'assurances SAS ASSURANCES PILLIOT, domicilié à Aire Sur La Lys (62921) portant sur les garanties suivantes : décès, accident de travail, maladie professionnelle, longue maladie, maladie longue durée au taux de 2.76 % de la masse salariale et risques statutaires des agents affiliés à l'IRCANTEC au taux de 1.82%, soit d'un montant prévisionnel pour 2016 de 30 215.79 € .

Le Conseil Municipal en prend acte.

## **02 – AFFAIRES GENERALES - Projet de schéma de départemental de coopération intercommunale**

Monsieur le Maire rappelle que la Loi sur la nouvelle organisation de la république (dite loi NOTRe) du 7 août 2015 vise à renforcer les intercommunalités, à les réorganiser selon un seuil de population correspondant aux réels bassins de vie des citoyens et à permettre d'organiser les services publics de proximité sur un territoire plus cohérent.

Les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre doivent compter au moins 15 000 habitants et sont organisés autour de bassins de vie.

Des dérogations pour les zones de montagne et les territoires peu denses sont possibles avec un seuil minimal de 5 000 habitants.

Pour ce faire, les préfets doivent réviser avant le 31 mars 2016 le schéma départemental de coopération intercommunale, en collaboration avec la commission départementale de la coopération intercommunale (CDCI)

Comme le prévoit l'article L 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) le projet de schéma départemental a été présenté à la CDCI le 5 octobre 2015 par le Préfet (PJ : Projet de schéma).

L'étape suivante consiste à solliciter l'avis des conseils municipaux, des établissements publics de coopération intercommunale et des syndicats mixtes concernés par les propositions de modification de la situation existante.

Par courrier en date du 14 octobre 2015, Monsieur le Préfet a saisi la Commune de Clapiers concernée par ces propositions.

En effet, celle-ci adhère actuellement au SIVOM des 3 rivières composé des communes de Jacou, Le Crès, Vendargues, Baillargues, Castries, Prades Le Lez et Saint-Brès.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2016, ce syndicat perdra une partie des compétences qui seront exercées par Montpellier Méditerranée Métropole au titre de ses compétences « voirie » et « espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ». Le SIVOM n'exercera plus que « le transport et l'aide à la manutention de produits alimentaires au profit des banques alimentaire » et « la gestion d'un véhicule équipé d'un élévateur de personnel posé ».

Le projet de schéma indique que le maintien de ce groupement en l'état ne peut répondre aux objectifs de rationalisation fixés par la loi NOTRe.

Par ailleurs, le SIVOM Bérange, Cadoule et Salaison perdra à cette même date la compétence « aire d'accueil des gens du voyage » qui sera reprise par la Métropole. Ce SIVOM continuera à exercer ses compétences en matière d'EPHAD, soins infirmiers à domicile, centres de loisirs et confection / fourniture de repas pour les collectivités.

Le projet de schéma de coopération intercommunale suggère la fusion de ces deux syndicats. Le nouvel EPCI résultant de cette fusion serait constitué de 16 communes et s'étendrait sur les périmètres de la Métropole et de la communauté de communes du Grand Pic Saint Loup. Il exercerait l'ensemble des compétences des deux syndicats hormis celles reprises au 1<sup>er</sup> janvier par la Métropole.

Il propose donc au conseil municipal d'émettre un avis favorable sur cette proposition.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité (1 abstention), d'émettre un avis favorable au projet de schéma de départemental de coopération intercommunale présenté par monsieur le Préfet.

### **03 – AFFAIRES GENERALES - Convention de mise à disposition de locaux, de matériel et de véhicules entre la Commune de Clapiers et Montpellier Méditerranée Métropole.**

Monsieur BASCOUL, conseiller municipal délégué rappelle au Conseil Municipal que dans le cadre du passage en Métropole et des transferts de compétences intervenus entre les communes et Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de prévoir la gestion des locaux, matériels et véhicules pouvant être mis à disposition.

Il précise que cette mise à disposition peut s'effectuer dans les deux sens.

En effet la Commune est susceptible de mettre à disposition de la Métropole les locaux, les matériels et les véhicules nécessaires à l'exercice de ces compétences.

De même, la Métropole peut mettre à la disposition de la Commune, des matériels ou véhicules transférés par cette dernière, mais dont l'utilisation en partie est nécessaire à l'exercice des compétences communales.

Il indique qu'il convient donc de prévoir les modalités de cette mise à disposition dans le cadre d'une convention type annexée à la présente délibération.

Il propose au Conseil Municipal de se prononcer sur les termes de cette convention type et de donner délégation à Monsieur le Maire ou à l'un de ses adjoints pour la signer ainsi que toutes pièces (avenants modificatifs ou autres) se rapportant à cette affaire.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité (une abstention), de se prononcer favorablement sur les termes de cette convention type et de donner délégation à Monsieur le Maire ou à l'un de ses adjoints pour la signer ainsi que toutes pièces (avenants modificatifs ou autres) se rapportant à cette affaire.

### **04 – URBANISME/FONCIER - Instauration d'un périmètre d'étude au titre de l'article L. 111-10 du code de l'urbanisme permettant le repérage et l'expertise phytosanitaire des arbres remarquables.**

Monsieur CHRETIEN, adjoint à l'urbanisme rappelle que le Conseil Municipal de Clapiers a approuvé son Plan Local d'Urbanisme le 24 janvier 2013. L'élaboration de ce nouveau document d'urbanisme a permis de transformer le Plan d'Occupation des Sols (POS) de 1982 en Plan Local d'Urbanisme (PLU), afin de s'inscrire dans le nouveau cadre réglementaire (loi dites « SRU », « Grenelle 2 ») et de répondre aux objectifs suivants :

- ✓ Préserver et valoriser l'identité naturelle et culturelle forte du territoire :
  - Préserver un patrimoine naturel riche ;
  - Préserver et conforter le territoire agricole ;
  - Soutenir le dynamisme des espaces naturels et agricoles.
- ✓ Un développement urbain et économique en harmonie avec l'identité villageoise :
  - Une urbanisation à l'échelle du village ;
  - Des quartiers de qualités, intégrés au village ;
  - Un développement à accompagner du point de vue de l'économie locale, pour un village dynamique.

Depuis, l'une des dispositions de la loi pour l'accès au logement et à un urbanisme rénové (ALUR) a supprimé le coefficient d'occupation des sols (COS) ainsi que la taille minimale de parcelle. La Commune de Clapiers soucieuse du devenir de son tissu résidentiel existant souhaite accompagner cette évolution réglementaire afin d'intégrer au mieux les futures formes urbaines au contexte villageois. Elle oriente donc sa réflexion sur les grandes parcelles, à fort potentiel de mutabilité, des secteurs UD1- UD3 et UD5, à proximité du centre du village.

Ces secteurs identifiés en zones urbaines dans le Plan Local d'Urbanisme, sont potentiellement soumis à une densification non maîtrisée qui pourrait se traduire par l'abatage d'arbres remarquables.

Dans ce contexte, la Commune doit donc pouvoir encadrer les projets immobiliers dans ces secteurs et anticiper les investissements publics inhérents dans un souci de préservation et d'amélioration du cadre de vie pour ses habitants.

La Commune se donne les objectifs suivants :

- ✓ Intégrer un projet urbain respectant le contexte villageois,
- ✓ Faire des espaces publics le socle de son projet,
- ✓ Proposer une forme urbaine et architecturale préservant l'identité de son village,

Elle entend définir un projet urbain sur la base des objectifs mentionnés ci-dessus.

Conformément à l'article L.111-10 du Code de l'urbanisme, les études prises en considération, concourant à la définition du projet urbain de la Commune, consistera notamment au repérage et à l'expertise phytosanitaire des arbres remarquables permettant d'élaborer une base technique et objective incontestable et de préciser les arbres remarquables.

Il propose donc au Conseil Municipal de prendre en considération la mise en place de l'étude précitée sur le tissu existant et d'approuver en conséquence l'instauration d'un périmètre d'études sur les zones telles que figurées sur le plan annexé à la présente délibération, selon les dispositions de l'article L.111-10 du Code de l'urbanisme.

Il précise que les finalités du périmètre d'étude sont de permettre la délivrance de décision de sursis à statuer sur toute demande d'autorisation d'occupation des sols.

En conséquence, il propose au conseil municipal de bien vouloir :

- ✓ Prendre en considération la nécessaire mise en place de l'étude précitée qui permettra l'émergence d'un projet urbain, dans les zones urbaines UD 1- UD3- UD5 du Plan Local d'Urbanisme ;
- ✓ Délimiter un périmètre d'études sur les zones précitées en application de l'article L.111-10 du Code de l'Urbanisme ;
- ✓ Indiquer que la présente délibération fera l'objet d'une mention en caractère apparents dans un journal diffusé dans le département et affichée pendant un mois au siège de la Métropole et de la mairie de Clapiers en application de l'article R.111-47 du Code de l'urbanisme.
- ✓ Autoriser le Maire à signer tout acte et document relatif à cette affaire.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, décide à la majorité, 23 voix pour, une voix contre et quatre abstentions :

- ✓ De prendre en considération la nécessaire mise en place de l'étude précitée qui permettra l'émergence d'un projet urbain, dans les zones urbaines UD 1- UD3- UD5 du Plan Local d'Urbanisme ;
- ✓ De délimiter un périmètre d'études sur les zones précitées en application de l'article L.111-10 du Code de l'Urbanisme ;
- ✓ D'indiquer que la présente délibération fera l'objet d'une mention en caractère apparents dans un journal diffusé dans le département et affichée pendant un mois au siège de la Métropole et de la mairie de Clapiers en application de l'article R.111-47 du Code de l'urbanisme.
- ✓ D'autoriser le Maire à signer tout acte et document relatif à cette affaire.

## **05 – FINANCES - Avenant financier n°2 à la convention de gestion provisoire entre la Commune et Montpellier Méditerranée Métropole**

Vu l'avis de la Commission des Finances, réunie le 9 décembre 2015,

Vu le décret 2014-1605 transformant la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole,

Madame GABORIT, première adjointe Déléguée aux Finances, rappelle que la Commune de Clapiers, comme les 30 autres communes, a signé une convention de gestion provisoire avec Montpellier Méditerranée Métropole pour l'année 2015.

Elle rappelle qu'afin de déterminer les montants des flux financiers entre la Commune et l'ensemble intercommunal, le Conseil Municipal a autorisé Monsieur le Maire à signer un premier avenant au volet opérationnel et financier de cette convention lors de sa séance du 28 mai 2015.

Suite à divers changements intervenus dans les transferts de compétences et de personnel, il convient d'approuver et signer l'avenant financier n°2 ci-joint.

Elle propose au Conseil Municipal d'approuver cet avenant financier à la convention de gestion provisoire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité (4 abstentions), approuve l'avenant financier n°2 au volet opérationnel et financier et autorise le Maire ou l'un de ses adjoints à signer tout document se rapportant à cette affaire.

## **06 – FINANCES - Décision Modificative budgétaire n°1 au budget principal de la Commune pour l'exercice 2015**

Vu l'avis de la Commission des Finances, réunie le 9 décembre 2015,

Vu le budget primitif 2015 du budget principal de la Commune, approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 9 avril 2015,

Madame GABORIT, première adjointe, Déléguée aux Finances, expose que les modifications intervenues depuis le mois d'avril sur les modalités de transfert de compétences à Montpellier Méditerranée Métropole impliquent de nombreuses modifications sur l'ensemble des sections de la Commune.

En effet, la Taxe Communale sur la Consommation Finale d'Electricité, qui devait initialement être transférée à la Métropole, sera finalement conservée par la Commune. Cette recette prévisionnelle (120 000 €) initialement prévue sur le compte 7788 « recettes exceptionnelles » doit donc être ré-imputée sur le compte 7351 « taxe sur la consommation finale d'électricité ». Par voie de conséquence, le reversement de ce produit à la Métropole, prévu au compte 678, n'aura pas lieu. Il convient malgré tout de laisser sur ces comptes la somme de 2 143 € au titre des redevances d'occupation du Domaine Public versée par les entreprises titulaires des réseaux de gaz naturel et électricité.

Des changements sont intervenus dans les transferts de personnels, qu'il convient d'intégrer :

- ✓ Le transfert d'un adjoint administratif, non prévu lors de la préparation budgétaire, sera remboursé par la Métropole à la Commune.
- ✓ La charge induite par le glissement vieillesse technicité sera remboursée
- ✓ Etait initialement prévue une mise à disposition à hauteur de 35% de notre directeur des services techniques et à 50% de son adjoint. Ce dernier sera finalement transféré à 100% et il n'y aura pas de mise à disposition du DST, ce qui augmente légèrement les charges de personnel.

Il convient alors d'inscrire cette recette de fonctionnement au budget. Les crédits prévus au compte 70 846 « mise à disposition de personnel facturée au groupement à fiscalité propre de rattachement » augmentent donc de 78 081 €.

Par ailleurs, Madame GABORIT rappelle que l'attribution de compensation que la Commune devra verser à la Métropole a vu son montant passer de 364 208 € à 592 941,59 €, soit un écart de 228 733,59 €. Il conviendra donc d'inscrire les crédits nécessaires au paiement de l'AC définitive. Pour mémoire, 20 000 € avaient été portés au chapitre globalisé 022 « Dépenses imprévues » en prévision de la révision de l'AC. Le chapitre 014, qui supporte l'AC, nécessitera donc une augmentation de 208 733,59 €.

L'emprunt inscrit en recettes au budget 2015 ne sera pas mobilisé, aussi le compte 66 111 « intérêts réglés à l'échéance » peut-il être réduit de 2 000€.

Des recettes plus importantes que prévues seront perçues sur le compte 73 111 « taxes foncières et d'habitation », pour un montant de 8 652,59 €.

Des remplacements de personnel induits par des congés maladie, non prévus au budget primitif, ont dû être effectués. Il convient alors d'augmenter les crédits prévus au chapitre 012 « charges de personnel » de 25 000 €, sur les articles 64 131 « Rémunération du personnel non titulaire » et 6451 « Cotisations à l'URSSAF ». Cette dépense nouvelle sera compensée par :

- ✓ Des recettes supérieures aux prévisions pour 11 000 € sur le compte 7381 « Taxe additionnelle aux droits de mutation »,
- ✓ Une subvention de 4 000 € attribuée par les services de la Direction régionale de l'environnement et de l'aménagement du littoral (DREAL) pour la réalisation de l'Agenda 21,
- ✓ La notification du Fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) dépassant de 10 000 € les prévisions (compte 7325).

Madame GABORIT indique que la Commune a reçu diverses notifications de subventions d'investissement. Ces recettes nouvelles vont permettre de réajuster les crédits sur certains chapitres et de diminuer l'emprunt inscrit au budget primitif 2015.

- ✓ Etat :
  - Réserve parlementaire : réalisation d'un terrain de sport en pelouse synthétique : 19 000 €
  - Dotation d'Équipement des territoires ruraux : rénovation de l'étanchéité et remplacement de la VMC de l'école maternelle : 13 994 €
  - Subvention pour les « réparations des dégâts causés par les calamités publiques » suite aux intempéries de 2014 : 8 897 €
- ✓ Région :
  - Réalisation d'un terrain de sport en pelouse synthétique : 68 500 €
  - Aide suite aux intempéries de 2014 : 3 127 €
- ✓ Département :
  - Subvention au titre du patrimoine (FDAEC) : 42 000 €
  - Equipements sportifs : réalisation d'un terrain de sport en pelouse synthétique : 114 938€
- ✓ CAF :
  - Achat de mobilier pour la crèche Les Lapinous : 1 120 €
  - Réhabilitation du local jeunes situé au complexe sportif : 3 882 €

L'AC définitive a permis de faire croître l'enveloppe dédiée aux travaux de voirie de 9 886 €. Aussi convient-il d'inscrire ces crédits sur le compte 45 811 « opérations sous mandat en dépenses – voirie » et leur remboursement par la Métropole au compte 45 821 « opérations sous mandat en recettes – voirie ».

Enfin, les modalités de reversement de la Taxe d'Aménagement à la Métropole ont changé. Dans un premier temps, il était prévu que la Commune encaisse cette recette sur le compte 45 821 « opérations sous mandat en recettes – voirie » et le reverse au travers du compte 45 811 « opérations sous mandat en dépenses – voirie ». Il convient à présent de constater cette recette au compte 10 226 « taxes d'aménagement » et de prévoir le reversement au compte 10 226 « taxes d'aménagement – reversement ».

Par conséquent, Madame GABORIT propose au Conseil Municipal d'approuver la décision modificative budgétaire n°1 du budget primitif 2015 de la Commune, conformément au document joint en annexe.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité (4 abstentions), approuve la décision modificative budgétaire n°1 du budget primitif 2015 de la Commune et autorise le Maire ou l'un de ses adjoints à signer tout document se rapportant à cette affaire.

## 07 – FINANCES – Attribution de subventions aux associations.

Vu l'avis de la Commission des Finances, réunie le 9 décembre 2015,

Madame GABORIT, première adjointe, Déléguée aux Finances, propose au Conseil Municipal d'attribuer les subventions aux associations comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Nom de l'association	Fonctionnement	Exceptionnelle
La Boule Clapiéroise	1 200 €	
JACC Hand Ball	1 500 €	
Les Rabbits de Clapiers	1 000 €	
ASPAM Alegria	400 €	
Clapiers Basket	1 500 €	
Gymnastique Artistique Clapiéroise	1 000 €	
Pégoroc	1 000 €	
Prévention Routière	300 €	
Totaux	7 900 €	

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, approuve ces attributions de subventions et autorise le Maire ou l'un de ses adjoints à signer tout document se rapportant à cette affaire.

## 08 – FINANCES – Indemnité de Conseil versée au Comptable Public au titre de l'année 2015.

Vu l'avis de la Commission des finances, réunie le 9 décembre 2015,

Madame GABORIT, première adjointe, déléguée aux finances, indique que Monsieur le Comptable Public a adressé à la commune l'état liquidatif de son indemnité de conseil au titre de l'année 2015. Celle-ci est calculée à partir du montant des dépenses de la Commune des trois derniers exercices échus (en l'espèce, 2012 à 2014).

Son montant brut est de 912,37€, desquels il convient de déduire 67,23 € de CSG, 4,48 € de RDS et 9,12 € correspondants au 1% solidarité. Soit une indemnité nette de 831,54 €.

Elle propose au Conseil Municipal d'autoriser le versement au comptable public d'une indemnité de conseil de 912,37 € bruts soit 831,54 € nets au titre de l'année 2015.

Après en avoir délibéré à l'unanimité (3 abstentions), le Conseil Municipal approuve cette affaire et autorise Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à signer tout document s'y rapportant.

## 09 – FINANCES – Dépenses d'investissement dans l'attente du vote du BP 2016.

Madame GABORIT, première adjointe, Déléguée aux Finances, rappelle au Conseil Municipal que, le vote du budget n'intervenant qu'au mois de mars, voire avril de l'exercice, il est indispensable qu'il autorise le Maire, en sa qualité d'ordonnateur, à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissements.

Cette autorisation est prévue par l'article L1612-1 du CGCT : « jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits».

Cette ouverture anticipée permet :

- ✓ De régler les fournisseurs qui adressent leurs factures au cours de la période comprise entre le 1er janvier et le vote du budget dans le respect du délai global de paiement, évitant ainsi le paiement d'intérêts moratoires
- ✓ D'engager les travaux financés pour partie par des subventions dans les délais imposés par les arrêtés d'attribution
- ✓ Le cas échéant, de faire face aux urgences et imprévus
- ✓ De ne pas perdre une durée comprise entre le quart et le tiers de l'année pour débiter les chantiers.



L'ouverture anticipée se fera selon les montants et motifs exposés dans le tableau suivant :

Chapitre	Désignation	Montant	Dépenses envisagées
20	Immobilisations incorporelles	20 575 €	Logiciels, licences, frais d'insertion pour annonces légales...
204	Subventions d'équipement versées	33 000 €	Fonds de concours pour travaux de voirie, subventions pour les vélos à assistance électriques...
21	Immobilisations corporelles	245 316 €	Travaux liés aux bâtiments, acquisition de matériel...
27	Dépôts et cautionnements	6 250 €	Provisions pour enquêtes publiques, expropriation ...

Elle propose aux membres du Conseil Municipal d'autoriser l'ouverture anticipée des crédits d'investissement 2016 comme indiqué dans le tableau ci-avant.

Après en avoir délibéré à l'unanimité (5 abstentions), le Conseil Municipal approuve cette affaire et autorise Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à signer tout document s'y rapportant.

### **10 – FINANCES – Subvention pour l'achat de vélos à assistance électrique (VAE)**

Vu l'avis de la Commission des finances, réunie le 9 décembre 2015,

Madame Gaborit, première adjointe, déléguée aux finances, rappelle aux membres du Conseil Municipal que la Ville de Clapiers s'est engagée dans une démarche de développement des déplacements doux et d'Agenda 21.

Le secteur des transports et des déplacements est identifié comme principal émetteur de gaz à effet de serre sur le territoire. Pour lutter contre les émissions de CO<sub>2</sub>, mais aussi pour lutter contre l'engorgement de la circulation et encourager les modes de déplacements doux, la Commune propose un dispositif d'aide à l'achat de vélos à assistance électrique (VAE) à destination des foyers clapiérois.

L'enveloppe budgétaire dédiée à cette aide s'élèvera à 5 000 €.

Cette aide sera octroyée par ordre d'enregistrement des demandes. Le montant de l'aide forfaitaire est de

200 €, quel que soit le prix d'achat du vélo. Chaque demandeur de cette subvention devra signer avec Clapiers une convention d'équipement jointe en annexe et devra s'engager à conserver le vélo pendant 3 ans. Les factures d'achat produites à l'appui de la demande devront être postérieures à la date à laquelle la présente délibération sera devenue exécutoire.

Sur demande du CCAS, il pourra être dérogé au montant forfaitaire de 200 €, dans la limite de 1 000 € sur l'enveloppe budgétaire globale dédiée à cette subvention.

Madame GABORIT précise au Conseil Municipal que cette aide se substitue à la subvention précédemment octroyée pour l'installation de chauffe-eau solaires.

Par conséquent, elle propose au Conseil Municipal d'adopter les termes du règlement d'attribution des aides à l'achat des vélos à assistance électriques ainsi que de la convention d'équipement type, ci-annexée.

Après en avoir délibéré à l'unanimité, le Conseil Municipal approuve cette affaire et autorise Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à signer tout document s'y rapportant.



## **11 - FINANCES – Admission en non valeur**

Vu l'avis de la Commission des finances, réunie le 9 décembre 2015,

Madame GABORIT, première adjointe, déléguée aux finances, indique aux membres du Conseil Municipal que Monsieur le Comptable Public a informé la commune que malgré ses diverses tentatives, il n'a pas été en mesure de recouvrir 6 titres émis par la commune. Ces créances sont portées sur :

- ✓ La liste n° 1881801131, comportant 4 titres, pour un montant total de 380,88 €. Il sera proposé au Conseil Municipal d'autoriser leur admission en non-valeur. Celle-ci se traduira par un mandat au compte 6541.
- ✓ La liste n° 1883600231, comportant 2 titres, pour un montant total de 8 965,44 €. Il sera proposé au Conseil Municipal d'autoriser leur admission en non-valeur. Celle-ci se traduira par un mandat au compte 6542.

Elle demande au Conseil Municipal d'approuver l'admission en non-valeur des titres portés sur ces listes.

Après en avoir délibéré à l'unanimité, le Conseil Municipal approuve cette affaire et autorise Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à signer tout document s'y rapportant.

## **12 - PERSONNEL – Transfert du Compte Epargne Temps des agents transférés à Montpellier Méditerranée Métropole.**

Monsieur NOEL, adjoint délégué au personnel, indique au Conseil Municipal que le décret n°2004-878 du 26 août 2004 relatif au Compte Epargne-Temps dans la Fonction Publique Territoriale précise qu'un agent titulaire d'un Compte Epargne-Temps (CET) conserve les droits acquis au titre de ce CET en cas de changement de collectivité (article 9 alinéa 1), par voie de mutation ou de détachement.

La collectivité d'accueil assure alors la gestion du compte épargne-temps. L'article 11 du décret susmentionné précise que les collectivités peuvent, par convention, prévoir des modalités financières de transfert des droits à congés accumulés par les agents bénéficiaires d'un CET à la date à laquelle ces agents changent de collectivité, par la voie de la mutation ou d'un détachement.

Par ailleurs, les délibérations du conseil municipal de la commune de Clapiers n° 6 du 12 novembre 2008 et n° 13 du 9 novembre 2010 ont établi les modalités d'utilisation du CET au sein de la Commune de Clapiers.

La présente délibération propose d'autoriser la Commune de Clapiers à conclure des conventions dans le cadre de transfert de personnels dotés de Compte Epargne-Temps.

Afin de ne pas pénaliser les agents transférés en application de l'article L.5211-4-1 du Code Général des Collectivités, il est proposé, d'un commun accord avec Montpellier Méditerranée Métropole et par analogie avec le dispositif applicable aux mutations, de leur permettre de transférer les droits épargnés au titre de leur CET. La commune s'acquittera en contrepartie d'un dédommagement financier pour la prise en charge de ce CET, selon les modalités établies dans la convention annexée à la présente.

Le montant du dédommagement ne peut en aucun cas dépasser le coût chargé journalier de l'agent concerné ainsi que les montants dont il est fait référence dans le décret n° 2010-531 du 20 mai 2010 qui sont les suivants : 125 € pour un agent de catégorie A, 80 € pour un agent de catégorie B et 65 € pour un agent de catégorie C.

En conséquence, il propose au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ✓ Autoriser le principe de remboursement du Compte Epargne-Temps des agents transférés auprès de Montpellier Méditerranée Métropole en application de l'article L.5211-4-1 du CGCT ;
- ✓ Dire que les crédits sont inscrits au budget de la Commune de Clapiers
- ✓ Autoriser Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- ✓ D'autoriser le principe de remboursement du Compte Epargne-Temps des agents transférés auprès de Montpellier Méditerranée Métropole en application de l'article L.5211-4-1 du CGCT ;
- ✓ De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Commune de Clapiers
- ✓ D'autoriser Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à signer tout document relatif à cette affaire.